

**Chaire Averroès
Chaire Unesco d'Etudes Méditerranéennes**

**Université Cadi Ayyad
8^{ème} Edition – Année Universitaire 2006-2007**

Intervention de Michele Capasso

9 mars 2007

« LA GRANDE MEDITERRANEE »

1.

L'importance historique de la Méditerranée qui relie le Nord européen au Sud arabe

« La notion infiniment riche de la Méditerranée », selon l'expression de Valéry, appelle pour définir une infinité de points de vue et de disciplines différentes. Braudel s'y est essayé avec le bonheur que l'on sait. Nul mieux que lui n'a su la décrire dans ses espaces et dans sa durée. Dans ses espaces d'abord, car c'est par la géologie et la géographie qu'il faut commencer. Elles expliquent presque tout du devenir des civilisations. Mais que sait-on de cette mer commune qui nous est si familière ?

La Méditerranée, c'est d'abord une énorme entaille de l'écorce terrestre qui s'allonge sur près de 4000 kilomètres du détroit de Gibraltar à la côte syrienne, mais dont la largeur du nord au sud ne dépasse jamais 800 kilomètres. Cette entaille de la planète bleue, si visible des satellites, contient une mer fermée, comme un lac profond de près de 3 millions de kilomètres carrés que bordent trois continents et des côtes tantôt dominées par des montagnes enserrant des mers secondaires étroites comme l'Adriatique et la mer Égée au nord, tantôt composées de vastes plaines et même d'un désert qui, à travers la Libye, relie le profond Maroc à la Méditerranée.

"Le désert, écrit Braudel, est un univers étrange qui fait déboucher, sur les rives mêmes de la mer, les profondeurs de l'Afrique et les turbulences de la vie nomade. Ce sont des modes de vie qui n'ont rien à voir avec ceux des zones montagneuses, c'est une autre Méditerranée qui s'oppose à l'autre et sans fin réclame sa place. La nature a préparé d'avance cette dualité, voire cette possibilité congénitale. Mais l'histoire a mélangé des ingrédients différents comme le sel et l'eau se mêlent dans la mer". Si l'on réunit la surface liquide et son domaine terrestre, on parlera justement du Bassin Méditerranéen qui détermine, par ses caractéristiques propres, les modes de vie de ses habitants.

Si, autrefois, la navigation a été celle du cabotage le long des côtes pour le transport des marchandises échangées entre peuples riverains, aujourd'hui ce

qui est perçu d'emblée, c'est que la Méditerranée est un lieu extraordinaire de communications et d'échanges.

Les biens, les hommes, les idées ne cessent de la parcourir. Les voies maritimes sont doublées par les voies aériennes qui en raccourcissent les distances entre les villes situées de part et d'autre de la Méditerranée comme Marseille et Alger, Athènes et Beyrouth. Que dire de ces quelques kilomètres qui séparent Algésiras de Tanger, qu'un pont ou un tunnel un jour reliera, tandis qu'à l'autre extrémité la Méditerranée s'ouvre, par le canal de Suez, vers l'Extrême-Orient, et, par le Bosphore et la mer Noire, vers l'immensité russe.

Ainsi écrit encore Braudel : *"La mer c'est autre chose qu'un réservoir nourricier, c'est aussi et avant tout une 'surface de transport' et 'finalement la curiosité', l'aventure, le lucre, les politiques ambitieuses et démesurées des Etats ont achevé, imposé cette conquête"*. S'il ne fallait retenir que deux traits de l'ensemble méditerranéen qui relèvent de sa nature physique, mais concernent presque immédiatement les civilisations qui s'y sont succédé, il faudrait citer l'unité de la Méditerranée et sa lumière. Si du Nord au Sud et d'Ouest en Est, des différences sont sensibles, toutefois les traits communs relevés par les spécialistes et les voyageurs l'emportent.

En sa spécificité, le Bassin Méditerranéen se distingue en effet des régions qui l'enserrent, l'Europe continentale, l'Asie, les déserts africains et rassemble sur ses rives certains traits qui ne font pas des régions méditerranéennes comme l'écrit Braudel *"Un paradis gratuitement offert à la délectation des hommes. Il a fallu tout y construire, souvent avec plus de peine qu'ailleurs. Que l'on songe à la sécheresse du climat qui rend aléatoires les productions agricoles"*.

La Méditerranée, au cours de l'histoire, a constitué l'élément unificateur qui rattache le Nord européen au Sud arabe.

2.

Le rôle historique de la Méditerranée dans le mouvement des civilisations

Les civilisations qui se sont succédé en Méditerranée ont conservé, des périodes antérieures, des signes, des monuments, des pensées inscrites dans la pierre ou écrites sur un papyrus, qui nous donnent aujourd'hui l'idée de

l'histoire longue dans ses créations exemplaires et ses défaites spectaculaires. De la civilisation minoenne à l'Egypte des Pharaons, des Phéniciens à Carthage, des tombeaux étrusques de Tarquinia à l'empire romain et ses deux siècles de paix imposée, de l'avènement du Christianisme, puis de l'Islam, à Byzance, à l'empire turc, tous ces noms de batailles qui sont victoires pour les uns et défaites pour les autres, devant les basculements de pouvoir du Nord au Sud et d'Est en Ouest, comment ne pas être saisi devant cette multitude d'événements, de décompositions et de recompositions dont nous sommes les héritiers, conscients des désastres passés liés aux conflits des civilisations et à la folie des hommes ?

Toutefois, une autre idée de l'histoire des civilisations s'impose aujourd'hui : plus qu'une réalité figée, les civilisations vivantes constituent un lieu de circulation des hommes, des idées et des représentations. Elles évoluent depuis toujours au rythme de leurs emprunts et de leurs métamorphoses à travers d'innombrables détours : détour de la pensée grecque de l'Antiquité par les cercles savants de Bagdad avant de parvenir, via l'Andalousie musulmane d'Averroès, au coeur de l'Europe chrétienne ; glissement du récit du Déluge depuis les tablettes cunéiformes de l'Epopée de Gilgamesh jusqu'au livre de la Genèse.

Etre ou devenir civilisé, c'est sortir de l'état de nature pour accéder aux valeurs universelles de l'humanité. L'Homme mesure des choses; l'Homme, élément politique, membre de la cité ; l'Homme, entité juridique définie par le droit; l'Homme égal à l'homme devant Dieu et considéré *sub specie aeternitatis*, ce sont là des créations presque entièrement méditerranéennes dont on n'a pas besoin de rappeler les immenses effets. Qu'il s'agisse des lois naturelles et des lois civiles, le type même de la Loi a été précisé par des esprits méditerranéens. Nulle part ailleurs la puissance de la parole, consciemment disciplinée et dirigée, n'a été plus pleinement et utilement développée : la parole, ordonnée à la logique, employée à la découverte de vérités abstraites, construisant l'univers de la géométrie ou celui des relations qui permettent la justice; ou bien, maîtresse du forum, moyen politique essentiel, instrument régulier de l'acquisition ou de la conservation du pouvoir.

Rien de plus admirable que de voir en quelques siècles naître, de quelques peuples riverains de cette mer, les inventions intellectuelles les plus

précieuses, et, parmi elles, les plus pures : c'est ici que la science s'est dégagée de l'empirisme et de la pratique, que l'art s'est dépouillé de ses origines symboliques, que la littérature s'est nettement différenciée et constituée en genres bien distincts et que la philosophie, enfin, a essayé à peu près toutes les manières possibles de considérer l'Univers et de se considérer elle-même. Jamais, et nulle part, dans une aire aussi restreinte et dans un intervalle de temps si bref, une telle fermentation des esprits, une telle production de richesse n'a pu être observée.

En Méditerranée, il est clair que se développent plus ou moins inégalement, plus ou moins harmonieusement, mais se développent les pays qui, sur son pourtour, appartiennent ou non à l'Union européenne. La croissance est présentée comme l'une des principales finalités des gouvernements et des peuples.

Au Maroc, par exemple, le pouvoir d'achat des citoyens a beaucoup crû — et qui ne s'en réjouirait pas ? — ces dernières années. Ce qu'on entend toutefois aujourd'hui le plus souvent par développement, c'est le développement durable, c'est-à-dire un processus qui prend en compte des données économiques, sociales et environnementales. Ce dernier point est capital, car l'exploitation des richesses d'une contrée pour satisfaire les besoins légitimes des populations qui y travaillent s'effectue aujourd'hui avec une efficacité croissante liée aux progrès des techniques utilisées.

Cette exploitation doit se faire avec le souci d'assurer cette même possibilité aux générations futures, faute de quoi l'humanité dans son ensemble court à sa perte. L'idée du développement durable lancée par le *Club de Rome* dans les années 70-80 était liée à celle du respect de l'environnement et d'une utilisation raisonnable des ressources naturelles, sans laquelle le développement sera de courte durée et l'environnement rapidement dégradé.

Un bon exemple est donné par la pêche qui, si elle n'est pas aussi importante que dans l'océan atlantique (telle qu'elle devrait être et des ports tels que celui de Essaouira devraient se constituer en tant que modèles de bonne pratique) tient cependant une place importante dans l'économie des pays riverains. Une exploitation excessive, une pollution croissante qui ferait de la Méditerranée une immense poubelle pourraient compromettre d'une manière définitive l'équilibre biologique essentiel à la reproduction des poissons.

Déjà des espèces disparaissent, des algues dévoreuses se développent, mais de grands programmes d'assainissement sont mis en oeuvre dont on commence à constater les effets bénéfiques.

Il resterait à dire un mot de la suite des accords qui lient les pays du Nord de la Méditerranée, c'est-à-dire l'Union européenne, et les pays du Sud. Lors de la Conférence de Barcelone en novembre 1995, les pays méditerranéens participants, après avoir constaté les déséquilibres économiques importants que connaît le bassin méditerranéen, ont décidé de mettre en oeuvre un programme ambitieux – le Partenariat Euro-méditerranéen (PEM) – en vue de développer une zone de libre échange d'ici 2010, d'établir des règles de sécurité communes et de favoriser la rencontre des cultures. Pour la période 1995-1999, c'est près de 5 milliards d'euros qui ont été engagés à cet effet – et encore plus dans la période suivante jusqu'à aujourd'hui – mais le résultat est modeste à cause de la bureaucratie.

La *Fondazione Mediterraneo* a été protagoniste de ce processus et aujourd'hui c'est l'un des organismes présents dans les principales institutions créées pour développer cette action¹. Parmi les autres organismes, je voudrais mentionner la Fondation Anne Lindh, un « réseau de réseaux » fortement voulu par l' Union Européenne qui joint, en même temps, la société civile, les Etats, et les Universités Euro-Méditerranéennes, au sein de laquelle la *Fondazione Mediterraneo* a, à ce moment, la responsabilité de chef de file du réseau italien.

Il reste encore beaucoup à faire et il est surtout nécessaire d'éviter des duplications, en maximisant les résultats en considération des maigres ressources disponibles.

Les trois concepts de civilisation, de paix et de développement exigent, me semble-t-il, une réflexion d'ordre éthique sans laquelle les processus de mise en oeuvre qui leur répondent demeureraient imparfaits.

¹ La FONDAZIONE MEDITERRANEO est :

Chef de file du Réseau Italien de la Fondation Euro-méditerranéenne pour le dialogue entre les cultures "Anne Lindh"; Membre fondateur de la Plateforme non gouvernementale Euromed; Membre de la Plateforme Euromed de la jeunesse; Membre de la Biennale des Jeunes Créateurs de l'Europe et de la Méditerranée; Membre du Réseau de l'Euromesco; Membre pour l'Alliance de Civilisations; Membre du Mouvement Européen International; Membre du Réseau Copeam; Observateur de l'Assemblée Parlementaire Euro-méditerranéenne. La Fondazione est aussi Institution ayant Statut participatif auprès du Conseil de l'Europe.

La Méditerranée est bordée de civilisations héritières elles-mêmes de civilisations millénaires et de grands ensembles se constituent qui tendent à s'unifier, ou du moins cas à collaborer de façon de plus en plus étroite. Civilisés nous le sommes tous, que nous habitons au Nord ou au Sud de la Méditerranée, que nous appartenions à la civilisation dite, bien improprement, "occidentale", ou à la civilisation "arabo-musulmane". Mais nous savons bien que la barbarie n'est jamais loin, qu'elle peut resurgir en nous ou en dehors de nous dans des gestes, des comportements injustifiés de violence, Que dire du massacre périodique des civils innocents dans des guerres récentes dans les Balkans, en Palestine, ou en Irak ? Kant déclarait déjà à la fin du XVIIIème siècle : "civilisés nous le sommes au point d'en être accablés... Mais il s'en faut encore de beaucoup que nous puissions déjà nous tenir pour moralisés". Il est clair aujourd'hui que l'on ne saurait penser une civilisation par la seule prise en considération du niveau des équipements matériels d'une société ou du produit intérieur brut d'un Etat.

3.

Les civilisations et les cultures

La civilisation est inséparable de la culture qui lui donne son sens et ses valeurs. Ce n'est pas sans quelque raison qu'on a pu, à propos d'événements récents, dans ce qui peut apparaître comme la plus haute civilisation matérielle, parler d'un retour des barbares ou de la barbarie, lorsque la force remplace le droit, lorsque la fin justifie les moyens, lorsque l'ignorance et le mépris l'emportent sur les voies de la connaissance et du dialogue. Si nous voulons que la Méditerranée demeure un haut lieu de civilisation, il convient que chacun d'entre nous ressente intérieurement, avec cette fierté d'appartenir à la civilisation méditerranéenne dont parlait Valéry, l'exigence de l'illustrer, en toutes circonstances, par une conduite qui réponde à ses idéaux les plus avérés.

La paix fait partie de ces exigences éthiques inscrites au cœur d'une grande culture. Mais là encore, la paix ne s'impose pas de l'extérieur. Elle doit habiter la conscience de chacun. Il m'avait frappé, lors des entretiens de Camp David entre Israéliens et Palestiniens, que les commentateurs avaient écrit à peu près ceci : un accord n'était pas possible parce que les négociateurs n'avaient pas

l'idée de paix dans la tête. Il ne nous servirait à rien de décréter la paix mondiale, et même d'instituer une autorité internationale capable de la faire respecter, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui, si nous restions secrètement en lutte les uns contre les autres pour acquérir pouvoir et biens au détriment d'autrui.

La paix doit être gagnée jour après jour et chacun de nous doit faire sa part.

Certains philosophes, comme Peter Kemp, s'inscrivent dans une longue tradition qui considère la paix comme oeuvre de la sagesse. Ces philosophes subordonnent l'obtention de la paix extérieure, c'est-à-dire politique et juridique, à la paix intérieure de soi avec soi et avec les autres selon l'enseignement des grandes philosophies et des grandes religions. Ce supplément d'âme dont parlait Bergson, dans ce monde de plus en plus livré aux forces mécaniques, s'exprime massivement par l'aspiration de la plupart des peuples méditerranéens à la paix, condition indispensable du développement et du bien-être de tous.

Le développement lui-même, tel que nous l'avons entendu, et tel que nous en avons énoncé quelques conditions, ne deviendra effectif que dans la mesure où il ne sera pas livré aux forces économiques dont le profit serait le seul moteur, mais sera habité au contraire, chez ceux qui en sont les acteurs, à quelque niveau que ce soit, par une volonté de partage dans un esprit de justice et d'égalité. La notion même de développement durable implique quelque générosité puisqu'il s'agit de sacrifier une jouissance excessive du présent dans l'exploitation de la terre et des hommes au profit des générations futures. De même la notion de commerce équitable à laquelle nos contemporains deviennent de plus en plus sensibles exige le renoncement à un meilleur profit pour mettre fin au travail des enfants, aux salaires misérables des pays les plus pauvres. Là encore, un appel à la conscience de chacun, par une réflexion sur les conditions de la mise à disposition des produits importés dans les pays riches, est absolument nécessaire. Mais il n'y a pas que le partage des biens, que des mécanismes, comme ceux que met en place l'Union européenne permettent, dans une certaine mesure, de rendre plus équitable. S'impose aussi la protection de l'environnement et le dialogue entre civilisations et cultures assume, dans ce cas aussi, un rôle essentiel.

4.

L'islam et l'Occident

Les peuples du Nord européen et du Sud arabe sont unis dans le même destin. L'un des points fondamentaux est la relation entre Islam et Occident.

Les sociétés musulmanes du Proche Orient et de l'Extrême Orient répondent à la dynamique occidentale, qui prend le nom de *mondialisation*, par une réaction foncièrement hostile et souvent violente.

La réflexion occidentale pose à cet égard une question erronée, exprimée dans le titre d'un bref et important essai de Bernard Lewis : *What Went Wrong ? Western Impact and Middle Eastern Response*. Ce qui a été « raté », on ne doit pas le chercher dans l'histoire, mais dans les termes du problème *Islam et modernité*, dont il convient pourtant de réexaminer le sens.

Islam est un *dénominateur commun* par lequel on entend représenter tout le monde musulman malgré sa diversité : un concept générique, dans lequel l'imaginaire historique occidental – qui s'est développé au fil des siècles – fait converger plusieurs inconscients sous-entendus. Ce terme indique une *société dans laquelle l'Etat est l'autorité et la vie civile est réglée par les normes religieuses dictées par le Coran*. Mais la *modernité* aussi est un *dénominateur commun*, indiquant une *société fondée sur le droit humain et non pas sur le droit divin, sur l'égalité juridique et sur l'égalité d'accès aux positions de représentation politique*. Tout comme *Islam* est la représentation statique d'une réalité différenciée et dynamique, de même *modernité* est l'abstraction statique de réalités diversifiées et en devenir. Voilà pourquoi la *modernité* ne s'identifie pas avec l'Occident et avec l'Europe d'aujourd'hui. C'est un projet de société qui est né en Europe à l'époque des Lumières et s'est développé pendant la période du Positivisme, et ses principes basilaires sont indispensables pour la complexité de la vie moderne, qui a porté partout aux changements des structures qui étaient appropriées aux manières de vivre du passé.

Toutefois, si le monde de l'Islam doit faire face aux problèmes découlant de l'absence de modernité – entendue comme affirmation du droit individuel et de la démocratie – l'Occident souffre d'un excès de modernité. Vitesse, rationalité, délocalisation de la production, absence de solidarité, anomie des contextes collectifs, manque d'un « sens de vie » chez les jeunes : voilà les nouveaux problèmes d'une société qui se définit post-moderne.

Le problème de *Islam* et *modernité* n'est donc pas l'opposition de deux antagonistes mais un problème à trois termes. L'*Islam*, l'*Occident* et la *modernité* : deux réalités historiques et une aire critique commune ; une situation problématique où chacun voit l'expression de son propre défaut dans l'œil de l'autre ; un univers partagé où les logiques du grand capital mondial rendent l'occident européen et la Méditerranée de plus en plus périphériques par rapport aux lieux de gouvernement. Sur la scène globale, New York et Pékin ne sont pas Le Caire et Casablanca, mais en fait elles ont remplacé Londres et Paris comme destination commune.

Si cette question est posée en deux termes, elle mène à une politique d'opposition, mais si les termes sont trois, elle ne met pas *Islam* et *Occident* en contraste mais demande une politique de solidarité pour avancer ensemble dans une évolution parallèle et d'un commun accord vers un but partagé, même si le point de départ est différent, comme sont différents les distances du but et les objectifs. Une collaboration nécessaire non seulement dans l'intérêt de l'Islam mais aussi dans celui de l'Occident car, dans ce processus, l'Occident n'avance pas en ligne droite mais a ses arrêts et ses reculs.

La Méditerranée, l'Europe et les pays de culture arabe-musulmane ont un intérêt vital à suivre un chemin autre que celui vers lequel poussent la croisade des Etats Unis et la réponse fondamentaliste islamique. Le chemin de la collaboration et de l'entente est le seul chemin nécessaire pour l'une et pour l'autre.

Une politique de collaboration et solidarité est urgente. Il ne faut pas oublier que la civilisation européenne a une grande dette à l'égard de l'Islam, car l'Europe occidentale doit, en large partie, son réveil à la civilisation islamique. Le moment est arrivé de payer cette dette. Mais malheureusement nous n'avons pas emprunté ce chemin. Bien souvent la *modernité* n'est pas offerte à l'Islam dans des formes promouvant son égalité, mais plutôt à travers des structures visant à exprimer sa soumission. Cela donne lieu à son érosion même en Europe.

Les destins de l'Islam et de l'Occident sont plus liés qu'on ne le croit.

5.

La Grande Méditerranée

Ces considérations sont à la base de l'intense travail que la *Fondazione Mediterraneo*, que j'ai l'honneur de diriger, mène depuis 13 ans déjà. Pendant cette période nous avons travaillé pour promouvoir, par des actions concrètes, le *Partenariat Euro-méditerranéen*, en poursuivant l'objectif de réaliser un « Réseau pour le dialogue entre les sociétés et les cultures », qui reconnaît dans la Société Civile des Pays membres – en premier lieu les Communautés locales, les Universités, les Organisations entrepreneuriales, les Ordres professionnels, les Syndicats, les ONG, les réseaux d'associations, les médias, etc. – le facteur clef pour progresser dans les droits fondamentaux, dans la sécurité politique, dans la culture, dans l'économie, dans la science, dans le développement durable, dans la communication et dans l'information.

Pour les cinq prochaines années (2007-2012), l'action de la Fondazione a pour objet, dès aujourd'hui, la réalisation de la « Grande Méditerranée »² : sujet historique et stratégique qui agit et se développe même en connexion et interdépendance avec les Pays du Moyen Orient, du Golfe et de la Mer Noire. A cette fin elle promeut la compréhension internationale à travers la promotion de la connaissance des réalités identitaires, sociales et culturelles qui composent la *Grande Méditerranée* tout en encourageant une interaction plus étroite, afin de renforcer les valeurs et les intérêts partagés dans le respect des droits fondamentaux de la personne humaine et de l'égalité entre les genres, en développant notamment la coopération intellectuelle et la formation des ressources humaines dans des contextes multidisciplinaires.

Tout ce travail est fondé sur le principe de l'égalité, de la souveraineté et de la dignité des peuples et sur le respect du pluralisme, des diversités culturelles, des droits fondamentaux de la personne et de la démocratie. Jusqu'à présent nous avons oeuvré sans bureaucratismes stériles et toutes nos ressources ont été utilisées directement sur le terrain : le grand nombre d'accords de

² Les pays de la "Grande Méditerranée" sont :

les 27 Pays de l'Union Européenne, Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Mauritanie, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie, Turquie, Georgie, Russie, Ukraine, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monaco, Monténégro, Serbie, Bahrayn, Iran, Irak, Kuwait, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, EAU, Yémen.

partenariat signés par la *Fondazione Mediterraneo* et de partenaires de la Société Civile et des Institutions participant aux différents projets – ainsi que la quantité et la qualité des actions réalisées – sont des indicateurs du fort impact obtenu et des résultats concrets atteints.

La Méditerranée est un ancien espace géographique et politique, mais elle constitue aussi la représentation qui recèle aujourd'hui le besoin de dialogue entre les cultures, de paix, d'intégration entre innovation et tradition, de droits individuels et de solidarité sociale.

La politique et la Société Civile doivent donner des réponses appropriées à ce besoin par des actions concrètes.

6.

La Coalition de valeurs et d'intérêts partagés

Ça fait désormais trop longtemps que la Méditerranée est troublée par des tensions, des crises et des conflits qui ont déchiré le tissu d'une cohabitation pacifique et prospère. La recrudescence du terrorisme et le risque d'une fracture entre ceux qui croient au dialogue et ceux qui vont tout droit vers le choc des civilisations imposent un engagement accru de la part des Gouvernements et des organismes de la Société Civile, en vue de promouvoir une *Coalition de valeurs et d'intérêts partagés*.

Les nombreuses initiatives pour la pacification et le développement dans la région, entreprises jusqu'à présent, ont produit des progrès partiels et insuffisants. Les saisons de l'espoir que la région a connues institutionnellement grâce au Partenariat Euro-méditerranéen (initié, comme je l'ai déjà dit, en 1995 par l'Union Européenne par le biais du *Processus de Barcelone*) ainsi qu'à d'autres initiatives, sont aujourd'hui dans une impasse.

Dans un contexte international fort inquiétant, il faut tenir le terrain et se rallier aux forces du dialogue et de la raison. Le véritable ennemi, à côté de la résignation, est la vide complaisance de ceux qui « morphinisent » seulement la pointe des problèmes dans l'espoir de les cacher.

La Méditerranée ne doit plus faire l'*objet* de programmes politiques décidés ailleurs ; elle doit être, au contraire, le *sujet* de stratégies qui soient l'expression directe des besoins réels de chaque peuple : c'est pour cette raison qu'il faut prendre conscience des risques de déstructuration et marginalisation de la

région méditerranéenne, et décider de s'engager en faveur de la création d'une *Grande Méditerranée*.

Nous connaissons très bien l'importance de la solution politique des crises ainsi que de la collaboration économique, mais nous sommes convaincus que le véritable indicateur de la qualité des relations entre les Pays de la région est représenté par les échanges culturels entre les Sociétés Civiles.

L'autre enseignement important c'est qu'il ne faut pas créer des barrières artificielles dans le monde arabe, en séparant les Pays méditerranéens des Pays du Golfe.

En vue de parvenir à une plus grande confiance, il faut étendre le dialogue à l'intérieur d'une Méditerranée élargie ou *Grande Méditerranée* afin que celle-ci puisse redevenir maître de son destin. Le parcours entre la représentation de « l'autre » et la compréhension des craintes et des espoirs qui troublent la rencontre des cultures à une échelle globale c'est l'outil qui peut permettre de surmonter les « excès identitaires » et vaincre les sentiments de peur, méfiance et haine, parvenant ainsi à épuiser les sources qui alimentent la violence et le terrorisme.

7.

L'avenir des relations euro-méditerranéennes entre le Nord et le Sud

Quelles sont, alors, les actions nécessaires pour l'avenir des relations euro-méditerranéennes entre le Nord et le Sud et pour pouvoir transformer le « Dialogue des Cultures » dans une véritable « Alliance des Civilisations », ayant dans la *Grande Méditerranée* un laboratoire d'importance primordiale ?

L'action principale est, comme je l'ai déjà dit, la constitution d'une *Coalition de valeurs et d'intérêts partagés* entre les Pays qui, au fil des siècles, ont gravité ou gravitent encore autour de la Méditerranée dans une continuité historique avec les grandes expériences culturelles et politiques du passé : une tradition de synergies, même tumultueuses et inquiètes, dont est cependant issue une interdépendance indissoluble, plus forte que tous les contrastes, les oppositions et les guerres.

Je vais énumérer de suite ceux qui – à mon avis – sont les thèmes principales à analyser pour réaliser un programme aussi bien ambitieux que indispensable.

La Méditerranée et l'Europe

C'est en Méditerranée que sont nées les grandes cultures qui ont donné son identité à l'Europe et aux Pays du Sud qui s'y baignent. C'est en Méditerranée qui est née l'idée du principe de l'unité des contraires qui faisait dire à Héraclite "c'est de ce qui est en lutte que naît la plus belle harmonie : tout se réalise à travers la discorde." Mais c'est surtout l'idée d'un Dieu qui unit la sensibilité chrétienne, juive, arabe. Un Dieu des textes sacrés comme le Coran, l'Ancien et le Nouveau Testament.

Et c'est enfin sur la Méditerranée qu'est réellement née la philosophie et que sont nées les premières "polis" autour de la fascination et du sens du réalisme de la pensée de Pythagore.

Paix et guerre, dialogue et lutte ont fait l'histoire de cette mer, où se sont rencontrées non seulement "forces" et groupes opposés, mais aussi civilisations, cultures et idées. La lutte dans la Méditerranée a été, et est toujours, une lutte entre philosophies, entre visions du monde, avant même, peut-être, qu'une lutte entre intérêts divers.

Le caractère absolu qui ont eu tant de fois ces luttes, ne peut germer du seul contraste d'intérêt quel que central qu'il soit, mais porte en lui quelque chose de plus radical et de plus profond : l'absence de reconnaissance réciproque, la lutte pour l'identité qui a pu conduire à la volonté de destruction réciproque. Des actions concrètes se rendent donc nécessaires afin de réaffirmer la valeur des différentes identités qui doivent se transformer d'élément de contraste en « ressource ».

C'est le moment d'affirmer que les identités du passé ne peuvent pas être l'élément sur lequel fonder la peur du futur. Le futur est incertain dans sa nature, car il faut le construire. Le risque réside dans l'arrêt du regard sur les certitudes du passé à cause de l'incertitude du futur. De cette façon, les convictions antécédentes se transforment en menaces pour la possibilité d'un futur conscient des changements.

Dans ce sens la richesse de l'identité du passé peut devenir la faiblesse du futur pour nous tous. Il faut agir afin que les identités de la tradition soient une loupe pour regarder le monde entier et non pas son propre univers culturel dans lequel renfermer sa vision du monde. Cela semble l'engagement que tout

le Maroc – société civile, universités, entreprises – a pris sous la direction du Roi Mohammed VI.

Le rôle de la Culture

Dans ce moment difficile de l'histoire de la Méditerranée, il faut comprendre que seul l'engagement de la Culture peut permettre de faire confiance à la construction d'un futur d'espoir pour tous.

Combien de fois cela a-t-il été compris par les classes politiques dirigeantes, surtout européennes?

Peu de fois, nombre de mots sont prononcés à dessein, mais peu d'actes suivent ces mots. L'interprétation générale des différents combats et guerres qui se sont succédé repose constamment sur des raisons géopolitiques et sur des tentatives successives de pure recombinaison d'équilibres économico-politiques. Tout cela est important mais ne suffit pas et à même conduit, à la fin, à une impasse.

Voilà pour quelles raisons le dialogue entre les cultures devient décisif.

Décisif comme condition d'une paix véritable et donc d'un développement possible; d'une croissance des sociétés civiles dans un processus de reconnaissance réciproque.

Les conditions de ce dialogue existent, surtout dans la région de la Grande Méditerranée, parce que les cultures peuvent parvenir à une entente. Mais même sans avoir une ambition aussi prononcée, les différentes cultures peuvent, doivent retrouver le terrain d'une confrontation qui permette de faire découvrir à chacun les raisons de l'autre.

Il ne doit pas s'agir d'un dialogue général et idéologique, mais d'un dialogue construit sur la base d'expériences culturelles effectives, dans les savoirs qui se sont développés, dans le travail concret sur les traces d'un passé encore vivant, dans la science, l'environnement, l'archéologie commune, l'alimentation, les savoirs productifs de techniques et de transformation.

Pour mettre en place ce projet ambitieux, il était important de constituer "une maison commune" pour les peuples de la Méditerranée, pour ordonner et valoriser toutes les pièces de la mosaïque colorée de la Méditerranée.

De là dérive l'extraordinaire importance de la *Fondazione Mediterraneo* comme lieu destiné par sa vocation même à devenir le terrain commun de

confrontation avec la création de la “Maison de la Méditerranée” à Naples et dans d’autres villes, parmi lesquelles Marrakech, dans l’enceinte de l’Université Cadi Ayyad.

L’extraordinaire quantité d’adhésions qui sont parvenues à la *Fondazione Mediterraneo*, son articulation, ancrée dans les différents pays à travers sièges et bureaux détachés et les reconnaissances officielles reçues avec les délibérations votées et adoptées par des États Régions, Villes et organismes de 33 pays, montrent qu’elle a touché une sensibilité existante et désireuse d’être rendue opérationnelle. Opérationnelle même sur le terrain où le projet culturel devient prémisses d’économie et de développement.

Tout ce travail rendu possible grâce à l’engagement de nous tous, vu en grand, est d’une importance décisive pour l’Europe qui s’élargit au-delà de ses frontières traditionnelles. Elle a et veut avoir une politique méditerranéenne (qui est une politique) qui se regarde elle-même et regarde au-delà d’elle-même. La confrontation entre les cultures rendra plus facile cette politique, elle fera croître la force des interlocuteurs possibles. L’Europe comme sujet politique dans un monde qui devient global doit absolument regarder la Méditerranée comme étant la mer d’un grand développement, de paix et de civilisation.

La croissance morale et matérielle

La *Coalition* dont on a parlé agira sur le terrain des faits, en développant des modèles et des programmes de croissance morale et matérielle dans la région, fondés sur l’égalité de la dignité et sur le respect réciproque d’identités originaires différentes, ayant des principes et des valeurs choisis et définis de façon autonome, mais ouvertes à l’échange et à la comparaison. Spécificité, richesse des traditions et en même temps communauté d’intérêts et d’actions : la ligne de partage entre spécificité et communauté de valeurs trouvera sa raison dans le respect des droits fondamentaux de la personne humaine et sera l’engagement à relever les nouveaux défis communs, tels que le droit à l’égalité entre hommes et femmes.

La réconciliation dans la Grande Méditerranée

La réconciliation dans la *Grande Méditerranée* impose tout d’abord une recherche de la *Solidarité dans le développement*. Il faut offrir aux jeunes une

éducation et une préparation professionnelle qui réduisent les handicaps de départ. Un grand effort pour permettre une insertion équitable des jeunes diplômés et des jeunes titulaires d'une maîtrise dans le monde du travail : dans ce but, il faut mener une action visant expressément à identifier les formations spécifiques requises par rapport aux nouvelles possibilités que la dimension de la *Grande Méditerranée* peut ouvrir dans le marché du travail.

Le rôle de la Société Civile

La Société Civile, en vertu de sa vision ainsi que de son enracinement dans les contradictions actuelles des sociétés méditerranéennes – chômage, pauvreté, déficit technologique et d'organisation, centralisation des pouvoirs de décision, etc. – devrait se faire promotrice d'études et de recherches visant à mieux finaliser les systèmes universitaires, notamment pour ce qui est des disciplines scientifiques.

L'ouverture à la connaissance universelle ne sera pas au détriment de l'enracinement des cultures au niveau local et devra mettre ensemble tradition, modernité et innovation. L'engagement en faveur du dialogue s'inscrit dans la nécessité de nouvelles politiques où le respect pour la culture de l'autre puisse permettre la défense fondamentale de la personne et de ses droits. C'est là, en effet, la nouvelle frontière d'expérimentation sociale dans les réalités où de considérables processus migratoires ont amené à la cohabitation de groupes ayant des religions et des cultures différentes. La société civile continuera à constituer, progressivement, des antennes sub-régionales de la Grande Méditerranée en vue de promouvoir des publications sur les traditions à valoriser dans la région, même à travers des manifestations ethniques-culturelles, ethniques-musicales ainsi qu'à travers des colloques d'approfondissement comparatif des origines et de l'évolution de ces traditions.

La diffusion du bien-être

La diffusion du bien-être comporte la promotion de nouvelles divisions du travail ainsi que le développement de la productivité comparée. C'est le climat pour favoriser les investissements. La protection des droits des personnes, des classes sociales plus faibles, des zones moins favorisées devra toutefois concilier les règles de fonctionnement du marché, en conjuguant performance

et solidarité. Il est nécessaire de se prodiguer afin que les flux optimaux d'investissement, reposant sur la confiance, puissent être encouragés par des démarches capables de créer une meilleure acceptation mutuelle des systèmes de valeurs respectifs, en mettant en évidence leur tendance naturelle à coexister et à se développer ensemble, après l'élimination des facteurs qui engendrent les inégalités économiques et sociales.

La construction d'une société euro-méditerranéenne

La construction d'une société euro-méditerranéenne, ayant des principes et valeurs partagés bien consolidés, est incompatible avec le choc des civilisations, l'emploi de la force et le bouleversement violent de l'ordre politique et social international. Celui qui préconise l'idéologie du mal, celui qui incite à la division, celui qui incite à la vexation devra être moralement isolé, surtout si on ne réussit pas à déraciner les germes de la discorde. Il faut se prodiguer afin que les facteurs internationaux qui portent ou peuvent porter atteinte à la dignité de l'être humain ne soient pas ignorés.

Le mythe de la « Méditerranéité »

La *Grande Méditerranée* n'entend pas étendre le mythe de la « Méditerranéité » à un espace plus large, elle vise plutôt à contester la rhétorique d'un espace mental où les différences et les visions partagées sont annulées par une représentation artificielle et superficielle.

La *Grande Méditerranée* est faite d'hommes et de femmes différents, voire en conflit, mais qui veulent justice sociale et démocratie.

C'est pour cette raison que, en parlant de *Grande Méditerranée*, on ne parle pas d'une entité abstraite se situant dans des antiquités lointaines, mais de femmes et d'hommes du XXI siècle se débattant avec la nécessité de gouverner les processus de la mondialisation pour éviter d'être dévorés et subordonnés.

Méditerranée, Europe et Islam

Reconnaître que l'Occident et l'Islam naissent dans le même berceau, ce n'est pas un acte de subordination, mais la reconnaissance de la vérité sur laquelle doit se fonder la plus importante « Alliance des Civilisations », dont

Méditerranée, Europe et Islam constituent les piliers fondamentaux sur lesquels bâtir notre futur, mais seulement à condition de transformer les multiples « Identités de l'Être » en « Identités du faire » et seulement si nous sommes, tous ensemble, en mesure de transformer « l'Amour pour le Pouvoir » - qui est désormais présent partout – en « Pouvoir de l'Amour » : élément indispensable pour assurer le développement partagé et la paix non seulement dans la Grande Méditerranée mais aussi à l'échelle de la planète.

Le rôle des Universités

La construction du dialogue se fonde sur quatre piliers ayant leur base dans les Universités :

- 1) Connaissance d'autrui, de ses savoirs et de ses actions ;
- 2) Promotion de nouveaux savoirs ;
- 3) Ethique des rapports ;
- 4) Opportunités de rencontre.

La connaissance de l'autre se développe avec le système éducatif et la transmission des savoirs et des relations du passé : le développement de connaissances mutuelles se réalise par la rédaction de manuels scolaires capables d'analyser les événements historiques et politiques de l'antiquité, du siècle passé et des dernières années à partir de différents points de vue.

La construction d'un savoir respectueux envers les différences – formes, moyens, traditions, finalités – est donc le premier but à poursuivre.

Une région Euro-méditerranéenne compétitive à l'échelle mondiale a besoin de nouveaux savoirs dans tous les domaines : nouvelles technologies, connaissance de l'information et de l'organisation. Dans ce sens la qualification des programmes et des parcours didactiques devient un instrument pour la poursuite de niveaux d'emploi plus qualifiés et spécialisés.

La justesse des instruments culturels est en effet le moyen privilégié pour faire face aux défis de la mondialisation.

Il est enfin nécessaire de rappeler qu'une économie exclusivement de marché, irrespectueuse des conditions nécessaires pour réaliser le développement durable pourra seulement aggraver le *gap* entre les Pays riches et pauvres.

Puisque le principe de la solidarité doit pouvoir rentrer dans les choix de marché, une éducation à l'éthique des rapports économiques est un but assez important de la formation académique.

Il faut enfin souligner que la rencontre et l'échange entre groupes différents, comme l'affirme la recherche en psychologie sociale (C. Arcidiacono, 2007), influencent la suppression de stéréotypes et préjugés, notamment lorsqu'il s'agit de groupes ayant le même niveau socioculturel / professionnel et les mêmes buts. Dans ce sens, la promotion de rencontres et d'échanges entre les jeunes de différents Pays non comportera seulement l'accroissement des connaissances mutuelles, mais elle deviendra aussi l'instrument principal pour le dialogue ; c'est pour cela que toutes les politiques universitaires d'internationalisation sont la base pour la construction d'une Méditerranée partagée. C'est à partir de ces concepts que la Méditerranée ou l'Euro-Méditerranée peut renverser les préjugés, combattre la pauvreté, réduire les différences de pouvoir, connaissance et standard de vie. Il est facile de comprendre le rôle essentiel des Universités dans ce processus.

C'est pour cette raison que je me sens très honoré de recevoir un Doctorat *Honoris Causa* de l'Université Cadi Ayyad qui, au Maroc ainsi qu'en Afrique, se distingue pour sa compétence, son innovation et sa capacité de faire face aux problèmes du savoir dans les sociétés contemporaines. Cela est confirmé par l'estime croissante dont elle jouit au niveau international.

8.

L'égalité hommes/femmes face à la violence

Un point fondamental de cette action est remis aux femmes, protagonistes indispensables pour la paix dans la région. L'année 2007 est dédiée à l'égalité des genres et il reste encore beaucoup à faire sur ce thème: un fort engagement de la part de tous est nécessaire.

Les questions concernant le rôle des femmes par rapport à la paix et leur position face à tous les humains nécessitent des réponses en nuances. La paix est un enjeu politique. Elle est même le coeur, la raison profonde de la communauté politique. Les humains qui ont une fâcheuse tendance à s'entretuer ne se garantissent de la violence entre eux qu'à travers un pacte

social qui est le pacte politique. Mais jusqu'ici, ce pacte n'était passé que dans le cadre restreint des États nationaux.

Dans ce cadre, la communauté politique est déclarée souveraine et elle va ordonner la société en canalisant la violence. Le pouvoir s'en arroge alors le monopole légitime.

S'il est démocratique, il en usera pour le bien public. Sinon c'est la dérive vers les violences internes. La violence, la rupture de la paix au sein du groupe, sont l'échec de la communauté politique. Ce n'est pas nécessairement la violence armée. Cela peut prendre la forme d'une violence économique ou sociale.

Or partout dans le monde, et le pourtour méditerranéen n'y échappe pas, les communautés politiques sont fragiles ou clairement divisées. Et l'on ne voit pas de progrès du côté d'une communauté politique universelle qui résumerait la solidarité de tous les humains.

Quant aux ensembles régionaux, le seul qui fonctionne déjà comme une communauté politique supra étatique est l'Europe. Mais il n'y a pas pour le moment d'Euro Méditerranée comme un ensemble solidaire même si le partenariat Euro - méditerranéen est en marche. Mais si l'on aborde le problème de la paix, donc de la violence qui en est la rupture à travers la communauté politique, la question des femmes est-elle pertinente?

Les femmes sont membres de la communauté nationale comme les hommes. Elles jouissent de la paix et sont victimes de la guerre au sein de cette communauté au même titre. Voilà ce que l'on pourrait croire à lire la Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948 ou les Pactes Internationaux adoptés sous les auspices des Nations Unies en 1966. « *Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits* », nous dit la Déclaration qui ajoute à l'article 2 que chacun peut se prévaloir de tous les droits proclamés sans distinction aucune, notamment de sexe. Plus loin la même Déclaration (art. 28) affirme ce que l'on peut appeler le droit à la paix qui est formulé comme suit : « *Toute personne a droit à ce que règne sur le plan social et le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la Déclaration puissent y trouver plein effet* ». L'article 3 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques énonce que les États Parties doivent assurer un droit égal des hommes et des femmes de jouir de tous les droits énoncés. N'avons-nous pas là les garanties suffisantes pour que les

femmes soient traitées comme les hommes à stricte égalité dans le rapport à la violence et y a-t-il encore matière à traiter du rôle spécifique des femmes?

La réponse est bien connue. Le principe de la stricte égalité est à la fois un horizon et un bouclier de protection. Un horizon car l'égalité n'est pas une réalité contemporaine et universelle, et un bouclier car c'est à partir d'un principe proclamé mais non encore réalisé que l'on peut progresser dans la conquête des droits. Il est très important de se tenir à cette vision des choses, car c'est la condition même de la réalisation de la communauté politique.

Si un groupe national se définit par un destin commun, tous et toutes doivent prendre part à ce destin. Et s'il y a un destin commun de la communauté mondiale, les femmes en sont partie prenante comme les hommes.

Toutefois nous n'avons pas épuisé notre sujet en disant cela parce que la logique impérieuse de l'égalité n'est qu'un projet, non encore réalisé. Elle est l'objectif et la clef essentielle de la question des femmes et elle est un enjeu central pour la paix. Ce sont ces questions que nous allons explorer sous leurs différents aspects.

Si nous concevons les notions de paix et de guerre au sens large en y incluant le développement, les situations de suites de guerre et le droit de vivre en paix dans son pays et dans son village, alors les femmes sont victimes plus que les hommes de la situation actuelle. Il n'est que de se référer aux rapports du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) qui nous apportent les informations les plus solides. On y constate que partout dans le monde les femmes sont victimes de la pauvreté plus que les hommes.

Les pays les plus pauvres des rivages méditerranéens connaissent cette situation comme les autres. Violence et pauvreté se conjuguent d'ailleurs car, face à des situations de violence interethniques ou de guerres, les femmes constituent une fraction disproportionnée des victimes. Ayant peu d'autonomie économique, souvent peu de qualifications, elles ne peuvent quitter les lieux d'une situation de violences et doivent donc la subir.

Les femmes connaissent par ailleurs un indice élevé d'infection par le virus du sida qui se trouve accru en période de guerres par le fait du viol systématique qui est devenu une véritable arme de guerre. Lorsqu'il y a déplacement massif de populations suite à des combats ou des violences, ce sont encore les femmes qui, avec leurs enfants et les personnes âgées, vont constituer la

majorité de la population des camps. Les hommes les quittent beaucoup plus facilement.

C'est bien parce que l'égalité n'est pas au rendez-vous et que les discriminations contre les femmes sont persistantes, que les Nations Unies ont adopté le 7 Novembre 1967 une Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Il y est rappelé que «*la cause de la paix demande la participation maximale des femmes*». Pour aller plus loin, une Convention a été adoptée le 18 Décembre 1979 (entrée en vigueur le 3 Septembre 1981).

L'égalité entre la femme et l'homme y est mise clairement en relation avec la paix et la sécurité internationales. Mais il s'agit là des mots du droit. Et nous savons bien que même s'ils ont une grande importance et si nous devons nous mobiliser pour que le droit progresse, il faut que les textes entrent en interaction avec la volonté politique d'une part et avec les mentalités de l'autre.

Enfin l'égalité doit composer avec les différences, ce qui peut laisser supposer que la place et le rôle des femmes face à la paix ou à la guerre ne soient pas les mêmes que ceux des hommes. Faute d'égalité, il reste donc une spécificité de la question des femmes devant ce problème. Et nous allons rapidement en explorer les versants négatifs (les femmes victimes) et positifs (les femmes actrices). Nous prendrons naturellement nos exemples principalement dans les sociétés du pourtour de la Méditerranée afin de construire notre futur commun.

Une réflexion plus attentive mérite la situation qui va en s'aggravant dans laquelle les femmes sont victimes de manière parfaitement indirecte, et avec les hommes, de la violence armée, ce sont les attentats suicides ou plus généralement dits terroristes. Et de ce point de vue, les bords de la Méditerranée sont marqués par la tragédie.

Les attentats sont malheureusement devenus l'une des lignes de résistance de Palestiniens égarés par la violence qui leur est faite. Le constat est le même pour toutes ces formes de violence aveugle. Les massacres qui ont frappé massivement l'Algérie ont tué femmes, enfants et vieilles personnes de manière indistincte. Les attentats de Casablanca qui ont endeuillé le Maroc de même, ainsi que ceux qui viennent de secouer l'Espagne.

La question de la violence se pose désormais dans des termes renouvelés. Les sociétés des siècles passés avaient, nous l'avons dit en commençant, conclu

pour chacune d'entre elles dans un cadre national, un pacte social qui permettait, non pas d'éliminer la violence, mais de la réguler au profit du pouvoir souverain. Si ce pouvoir était éclairé et démocratique, la régulation était effective.

En revanche, entre les sociétés nationales, il n'y avait aucun mécanisme de régulation et les guerres surgissaient entre les peuples et pouvaient atteindre un haut niveau d'horreur. Ce niveau a culminé avec la Deuxième Guerre Mondiale et les Nations Unies ont voulu inventer un nouveau mécanisme de régulation. Celui-ci est un échec pour deux raisons : d'une part, au sein des Nations Unies, certains États ont confisqué le pouvoir à leur profit et ont des politiques militaristes très agressives.

D'autre part une grande partie des violences modernes ne sont plus des violences interétatiques mais des violences diffuses, à la fois internes et internationales. Toute l'humanité est concernée. Malheureusement toute l'humanité n'exprime pas sa solidarité uniformément contre toutes les formes de violence. Les Européens se sentent très concernés, tous atteints par les attentats de Madrid. Ils ne se sentent pas tous concernés, tous atteints par les morts de Palestiniens ou d'Irakiens.

Il faut donc faire monter le niveau de solidarité au sein de l'humanité pour qu'elle se pense comme une communauté politique globale. Pour cela il faut l'action des hommes et des femmes. Ces dernières doivent être toutes et partout intégrées dans les processus de réflexion et de décision. À cet égard la résolution 1325 du Conseil de Sécurité de 2000 emploie des mots justes.